



# LE MÉDIATEUR,

## JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

Hélas ! la vérité si souvent est cruelle ! — VOLTAIRE.

VOL. I.]

NEW YORK, 25 JUIN, 1814.

[No. 15.]

*Traduit du Columbian.*

### SUR LES NOUVELLES DE FRANCE.

"*Consummatum est*," a dit le Médiateur ; et moi, malgré les dernières nouvelles, je dis que tout n'est pas encore fini. En ramassant les cartes pour refaire, le mélange peut changer le jeu des membres du royal tripot ; et les événements survenus en Europe ne sont peut-être que le commencement de nouveaux troubles et de sanglantes querelles entre les envahisseurs des droits et de la liberté des peuples. Il semble que la conspiration des rois, cette association de gouvernants qui tiennent les rênes des Empires par droit divin, et pensent que les peuples ne sont faits que pour servir aux volontés et aux caprices d'un maître ; il semble, dis-je, que ces rois ont enfin réussi à abattre un de leurs camarades nouveau venu, qui n'exerçait pas son pouvoir selon les règles de la clique ; et qui ne tenant point son rang du ciel, ni d'une extraction royale, n'était pas digne d'en jouir. Depuis longtemps il a été décidé en Europe que les peuples n'ont pas le droit de choisir leurs gouvernants ; et, lorsque les despotes couronnés, se disputent entre eux les dépouilles du monde, ils s'accordent sur ce point, que toute autorité qui ne vient pas d'une race établie de despotes est une usurpation, et, qu'à tout événement, elle doit être anéantie.

Aussi est-il probable que Bernadotte, Murat, les Rois de Bavière, de Saxe, de Wurtemberg, &c. seront privés de leur lot, et qu'on les enverra en masse dans les rangs plébéiens ; à moins qu'ils ne réussissent à prouver que par quelque arrière petit cousin ils tiennent au sang royal, ou qu'un de leurs ancêtres descendait en ligne droite du bâtard de quelque prince.

Quant à Bonaparte il est tombé pour ainsi dire, comme la baguette d'une fée éteinte. Nous avions pensé qu'il serait mort, au moins, avec

le harnois sur le dos, au lieu de se soumettre comme un mouton aux volontés d'un royal tondue. Néanmoins, il est possible, qu'il ait agi comme dit *Hudibras*, avec la partie essentielle du courage ; s'imaginant qu'il valait mieux vivre pour se battre encore, si la fortune lui en fournissait l'occasion. Il est clair qu'il a mené les Français si durement, qu'ils se sont trouvés fort aises d'en être débarrassés, quel que fut celui qui leur rendit ce service, et s'offrit pour les gouverner à sa place : autrement, ils n'eussent jamais consenti à trahir leurs sermens, violer leurs loix et institutions, et transférer leur allégeance à un autre, par ordre d'un maraudeur étranger ; et changer la forme de leur gouvernement avec autant de promptitude et de légèreté, que harlequin change les scènes d'un pantomime, au moyen de sa baguette magique. Nous allons voir maintenant, si le héros de Marengo, de Jena et d'Austerlitz se conduira dans sa retraite avec autant de philosophie que Charles IV. ; ou si le lion n'est pas mort, mais sommeille seulement jusqu' à ce que de nouvelles commotions politiques viennent le réveiller.

Nous verrons, aussi, si les nations Européennes doivent jouir en paix du calme du despotisme ; ou si elles oseront s'aventurer sur la mer orageuse de la liberté pour y défendre leurs droits maritimes.

Nous verrons si après avoir assuré leur sûreté continentale, ils penseront à leur sûreté commerciale ; et s'ils auront le courage de la réclamer et de l'obtenir de messieurs les Lords de l'Océan. Le principal objet de la grande alliance, le but commun de la confédération, ont été menés à un dénouement favorable ; il ne reste plus qu'à régler les comptes des associés, et à décider leurs situations respectives pour l'avenir. Combien durera cette merveilleuse affection de l'Angleterre pour la France ? affection qui, par parentèse, ressemble un peu à celle du Limier pour le Renard. Les Anglais ont toujours appelé les français une nation d'esclaves, et aujourd'hui ils contribuent à les rendre tels en leur otant un maître pour les forcer à en prendre un autre. La farce d'un choix libre que les alliés ont prétendu jouer est aussi ridicule que celle de l'élection de Bonaparte. Elle est aussi pitoyable que celle que jouent dans ce pays, ceux qui cachant sous le masque de la pitié et de la liberté, leur attachement à la tyrannie, affectent de remercier le ciel des succès de l'Angleterre sur les autres nations de de l'Europe.

Les Bourbons, cette idole du moment, ne jouiront pas longtems en paix du trône qu'ils viennent de recouvrer. Si l'on ne permet pas aux Bull-dogs anglais de combattre les français, il faudra leur chercher une autre pâture ; si l'on ne souffre pas que la presse anglaise les injurie, elle périra faute d'aliment.

Nous allons, sans doute, bientôt savoir la véritable signification du mot *influence Française* ; et si cela veut dire affection pour la royale famille des Bourbons, ou pour le peuple de la France ; car aujourd'hui on ne peut plus supposer que cela regarde le dernier empereur. Nous saurons aussi, quel est l'objet des clameurs des gazettes Anglo-Américaines ; si c'est la cause du peuple français, de son gouvernement quel qu'il soit, ou bien la cause de la grande Bretagne.

Admettant que les événements que nous venons d'apprendre, soient avantageux pour la nation française, qui de nous doit s'en réjouir ? sera-ce le parti anglais qui se félicitera de la prospérité d'un peuple ennemi ?

ou les partisans de Bonaparte se glorifieront-ils de la liberté et du bonheur de la France, quodiqu' obtenues au dépend de sa couronne ? c'est une question de droit.

Quant aux compensations dûes pour les spoliations de la France, au règlement de la dette hollandaise, et autre affaire d'intérêt entre les deux gouvernements, c'est au notre à s'en tirer aussi bien qu'il lui sera possible. Peut-être que s'il reste de l'argent au roi Louis, il consentira à se charger des dettes de Bonaparte. Mais à moins qu'il ne possède le pouvoir créateur, il n'est pas probable qu'il entreprenne de réparer les dommages faits par son prédécesseur ; et je présume que l'éponge sera le moyen employé pour régler les affaires impériales.

Dans ce siècle de merveilles, voilà donc la France l'alliée de l'Angleterre ! admettra-t-elle nos navires dans ses ports ? adoptera-t-elle le système anglais ? annucllera-t-elle ou confirmera-t-elle la cession de la Louisiane ? On nous a dit les événements qui ont amené la contre révolution : qui peut prévoir ceux qui doivent naître à sa suite.

#### SUISSE.

*Berne, 12 avril.*

Quand on reçut à Berne, jeudi, la nouvelle de l'entrée des hautes-puissances alliées dans Paris, et du rétablissement de l'antique trône des Bourbons, une joie universelle éclata à l'instant dans toute la ville. Elle fut témoignée par deux cents coups de canon et par la plus belle illumination que nous ayons jamais vue. On y remarquoit entr'autres un transparent représentant les lis, gardés par le Léopard anglais, et sur lesquels un aigle posoit la couronne royale ; le tout surmonté de trois étoiles réunies, emblème des trois grandes puissances libératrices, avec l'inscription simple *GOTT VALTET, Dieu est.* Cette fête fut terminée par des collectes au profit des soldats alliés blessés qui se trouvent à Berne.

#### FRANCE.

*La Rochelle, 11 avril.*

M. le général de division baron Rivaud, commandant en chef la 12<sup>e</sup> division militaire, vient de mettre la note suivante à l'ordre du jour de la division :

“ Le sénat conservateur vient de se montrer digne de ses nobles fonctions ; il a vu la France prête à périr, et il l'a sauvée.

“ Napoléon a senti qu'il ne pouvoit défendre une couronne attaquée par l'Europe entière, et qu'il n'avoit plus la confiance des Français. Il a abdiqué le trône qu'il ne pouvoit plus conserver.

“ Le sénat a délié tous les Français de leur serment de fidélité et a créé un gouvernement provisoire qui est déjà en paix avec toutes les puissances dont les armées ont été attirées sur nos provinces. Le ministre, par sa dépêche du 5 de ce mois, en a prévenu officiellement.

“ Tous les Français ont accueilli avec empressement un événement qui les sauve de l'horrible situation où ils étoient plongés ; ils recourent à leur ancienne monarchie, et y confondent leur affection unanime.

“ MM. les généraux, officiers supérieurs commandants les départemens, les îles et les places, se concerteront avec M. M. les préfets pour que cet heureux événement soit porté à la connoissance de tous les habitans et des militaires.



“ Plus de guerre étrangère, plus de guerre civile; unissons toutes nos affections pour le monarque issu de tant de rois, rappelé sur le trône de ses pères: arborons tous la cocarde blanche; elle est aujourd'hui le signal de la paix du monde et du bonheur des Français.”

Rennes, 12 avril.

Les communications entre notre ville et Paris ayant été interrompues, nous n'avons appris que le 10 de ce mois, et indirectement, les événemens heureux qui ont changé le sort de la France. Mais à peine cette nouvelle a-t-elle été répandue, que l'élite des jeunes gens a pris la cocarde blanche, et s'est présentée devant les autorités constituées pour obtenir la permission d'arborer le drapeau blanc sur l'Hotel-de-Ville. Quoiqu'il ne fut encore arrivé aucune nouvelle officielle de Paris, cette permission a été accordée, et aussitôt l'allégresse publique a éclaté avec le plus vif enthousiasme. Le soir, toute la ville a été illuminée, et le peuple a dansé une partie de la nuit sur les places publiques. Le lendemain, à l'arrivée du courrier, M. le sénateur comte de Caenlaux s'est empressé de faire chanter un *Te Deum*, auquel il a assisté avec toutes les autorités civiles et militaires, et qui a été annoncé par une salve d'artillerie. Le soir, les illuminations et les danses ont eu lieu de nouveau. Il est à remarquer que, quoique la ville fut remplie de prisonniers, et qu'il en fut arrivé près de 4000 dans la journée, aucun désordre n'a troublé la joie publique qui est à son comble.

Reims, 14 avril.

La ville de Reims, informée que S. A. R. MONSIEUR, frère du Roi, devoit arriver à Châlons-sur-Marne le samedi 9 avril, envoya, féliciter le prince à son passage; M. Assy-PrévotEAU, qui porta la parole, fut accueilli avec bonté. Le lundi 11, le conseil municipal de Reims, assisté d'un grand nombre de notables, a arrêté spontanément, et d'une voix unanime, qu'il seroit chanté un *Te Deum* en action de grâces; de l'heureux retour de l'auguste Maison de Bourbon en France, et qu'il seroit fait une députation au gouvernement provisoire pour présenter l'acte d'adhésion de la ville de Reims aux mesures qui rendent à la France ses légitimes souverains. Le 12 le *Te Deum*, après avoir été annoncé au son de toutes les cloches à différentes reprises, a été chanté dans l'église métropolitaine, au milieu d'un concours de peuple immense; le *Domine, salvum fac Regem* a fait couler de tous les yeux des larmes de joie et d'attendrissement. Le gouverneur de la ville, prince Wolkonsky, dont on ne peut trop faire l'éloge, après avoir assisté à la cérémonie avec ses officiers, vint prendre place au banquet qui eut lieu dans la grande salle de l'Archevêché; des toasts furent portés à S. M. Louis XVIII, aux souverains alliés, à S. S. Pie VII, à MONSIEUR, frère du Roi, et à toute la famille royale, aux acclamations du peuple qui étoit présent à la fête, et qui fai-ôit retentir l'air des cris de *vive le Roi!*

PARIS, 17 avril.

Les nouvelles que nous avons données dans les derniers numéros, relativement à l'arrivée du Roi, étoient extraites des journaux anglais, ou de la correspondance des agens du gouvernement. Le vif désir qu'ont tous les Français de revoir leur souverain légitime, nous a déterminés à donner ces nouvelles, malgré les contradictions qu'on a pu y remarquer. M. de Conflans, parti, le 15, de Londres, et arrivé aujourd'hui à Paris, nous a appris que S. M. avoit dû coucher à Londres le 16, partir le 18 pour Plymouth, et arriver à Cherbourg le 22 ou le 23.

MONSIEUR, lieutenant-général du royaume, a nommé membres du conseil d'Etat provisoire :

MM. le prince de Bénévent ;

Le duc de Conegliano, maréchal de France,

Le duc de Reggio, maréchal de France :

Le duc de Darberg ;

Le comte de Jaucourt, sénateur ;

Le général comte Beurnouville, sénateur ;

L'abbé de Montesquiou ;

Le général Dessoles.

M. le baron de Vitrolles, secrétaire d'Etat provisoire, fera les fonctions de secrétaire du conseil.

NOUS CHARLES PHILIPPE DE FRANCE, FILS DE FRANCE, MONSIEUR, FRERE DU ROI, LIEUTENANT GÉNÉRAL DU ROYAUME, savoir faisons ce qui suit :

Les circonstances passées avoient exigé que nous donnassions, au nom du Roi, notre auguste frère, des commissions particulières plus ou moins étendues. Ceux qui en ont été chargés les ont honorablement remplies : elles tendoient toutes au rétablissement de la monarchie, à celui de l'ordre et de la paix.

Ce rétablissement est heureusement effectué par l'union de tous les cœurs, de tous les droits, de tous les intérêts ; le gouvernement a pris une marche régulière ; toutes les affaires doivent à l'avenir être traitées par les magistrats ou les administrateurs dans le ressort des quels elles se trouvent.

En conséquence, les commissions particulières deviennent inutiles ; elles sont révoquées, et ceux qui en avoient été revêtus s'abstiendront désormais d'en faire usage.

Donné et scellé à Paris, au château des Tuileries, le 16 avril 1814.

Signé CHARLES PHILIPPE.

Par MONSIEUR, lieutenant-général du royaume,

Le secrétaire d'Etat provisoire,

Signé le baron DE VITROLLES.

— Les membres composant les sections du conseil d'Etat ont été admis hier à l'audience de MONSIEUR.

M. le comte Bergou a porté la parole, et adressé le discours suivant à S. A. R.

“ Monseigneur,

“ Le conseil d'Etat se félicite de voir le retour de V. A. R. dans la capitale et le palais de ses pères.

“ Enfin, les fils de saint Louis et de Henri IV. nous sont rendus et nos pensées, notre zèle, notre dévouement leurs appartiennent.

“ Nos désirs, Monseigneur, sont d'être utiles au souverain et à la Patrie, de voir se cicatrizer les plaies de la France redevenue enfin la patrie commune du chef de l'Etat et des sujets, et de contempler notre monarque heureux par le bonheur de son peuple.”

MONSIEUR a daigné faire à ce discours une réponse remplie de bienveillance, et dans laquelle, entr'autres expressions, il a déclaré qu'il partageoit les sentimens dont les membres des sections du conseil d'Etat venoient de lui faire l'hommage ; que le Roi et S. A. R. n'avoient jamais douté de leur dévouement et de leur zèle pour le service de l'Etat.

-- M. le préfet de la Seine a été admis également hier à l'honneur de présenter à MONSIEUR les autorités du département de la Seine et celles municipales de la ville de Paris. S. A. R. a accueillie avec beaucoup d'intérêt l'hommage des membres de ces autorités, et s'est plu à s'entretenir avec la plupart d'entr'eux.

A l'exemple des rois très chrétiens ses ancêtres, MONSIEUR assiste à la messe tous les jours.

— Aujourd'hui, à midi et demi, S. A. R. accompagnée des grands-officiers de sa maison, M. le duc de Mailli, M. le comte Descars et M. le marquis de Chatenay, a traversé les appartemens du palais des Tuileries pour se rendre dans la chapelle royale. Son aumônier, M. l'abbé de Latil conformément à l'ancien cérémonial, a pris le chapeau du prince, et lui a présenté son livre de prières. S. A. est restée à genoux pendant toute la messe.

— Après la messe, MONSIEUR est descendu dans la cour des Tuileries, suivi d'un nombreux état-major, pour passer en revue la première légion de la garde nationale de Paris. S. A. R. étoit à pied; elle a parcouru tous les rangs, adressant à chacun des paroles pleines de bonté, et de cette grâce inimitable qui charme tous les cœurs. Pendant la revue, citoyens et soldats, tous faisoient retentir l'air du cri français de *vive le Roi! vive MONSIEUR!* S. A. s'étant ensuite placée devant le péristyle du palais, les troupes ont défilé en donnant à ce bon prince des signes d'une allégresse mêlée d'attendrissement. La musique militaire a joué l'air chéri de *vive Henry IV!* S. A. R. est rentrée dans ses appartemens pour y recevoir les félicitations des cours de justice.

— Demain lundi, et les jours suivans, les autres légions de la garde nationale auront aussi l'honneur de passer la revue du lieutenant-général du royaume.

— L'Empereur Alexandre a voulu hier honorer nos braves d'une manière particulière, en visitant M. le maréchal Ney, et en daignant même accepter un déjeuner que M. le maréchal lui avoit fait préparer. Toutes les personnes qui ont eu l'honneur d'assister à cette petite fête, en sont sorties pleines d'admiration pour l'affabilité et la bonté de S. M. I.

— S. A. I. l'archiduchesse Marie-Louise d'Autriche a eu hier, au Petit Trianon, une entrevue avec son auguste père. Cette princesse, illustre par ses vertus et son héroïque dévouement, ne cessera jamais d'être chère aux Français.

— Des gentilshommes des familles les plus distinguées de la Bohême se sont réunis, de leur propre mouvement, pour former une garde à leur souverain, et l'ont suivi constamment depuis qu'il a quitté ses Etats pour la cause du monde entier. Cette garde, commandée par le général comte Emmanuel Wrarislav, ancien aide-de-camp de S. A. l'archiduc Charles, compte dans ses rangs trois membres de cette famille, quatre comtes Waldstein, des Ausperg, des Nostitz, des Klam-Gallas, des Wruna, des Salm, des Stambach, des Kollowrath, etc.

— M. le comte de Stadion est avec S. M. l'Empereur d'Autriche, ainsi que plusieurs conseillers d'Etat.

— La nouvelle s'est généralement répandue aujourd'hui dans la capitale que, le 10 de ce mois, il s'est livré devant Toulouse une bataille sanglante dans laquelle nous aurions perdu beaucoup de monde, et entre autres quatre généraux. On se demande comment il est possible qu'à



cette époque on ait encore ignoré à Toulouse les grands événemens du 1<sup>er</sup> avril? Quoi! l'usurpateur déchu du trône a-t-il encore eu le pouvoir d'ordonner cet horrible et inutile massacre?

— Enfin Bonaparte est parti de Fontainebleau ce matin. On assure qu'il a fait hier demander trois bibliothèques, celle de Fontainebleau, celle du conseil d'Etat et sa bibliothèque particulière du palais des Tuileries; et en outre, toutes ses voitures au nombre de cent soixante, pour aller dans une île où l'on ne peut voyager qu'à pied ou à cheval.

— En 1789, Montesquieu écrivoit dans l'*Esprit des Loix* ces paroles qui sont aujourd'hui pour nous d'une vérité bien frappante:

“ Le Goth Jormandès a appelé le nord de l'Europe *la fabrique du genre humain*. Je l'appellerai bien plutôt la fabrique des instrumens qui brisent les fers forgés au midi. C'est là que se forment ces nations vaillantes qui sortent de leur pays pour détruire les tyrans et les esclaves, et apprendre aux hommes que, la nature les ayant faits égaux, la raison n'a pu les rendre dépendans que pour leur bonheur.” (esprit des Loix, édit. de 1789, t. II. liv. 17, chap. 5, p. 135.)

— Les personnes qui auroient à faire des demandes d'emploi, réclamations, etc. de quelque nature qu'elles soient, devront à l'avenir s'adresser directement à chacun des commissaires provisoires du gouvernement près les départemens qu'elles concernent, nommés par l'arrêté du 2 de ce mois.

— L'administration des messageries, rue Notre-Dame-des-Victoires, prévient le public que le service des diligences sur Soissons, Laon, Reims, Rethel, Mézières et Sedan, est rétabli.

— Le tarif du change des monnaies en langues française, russe et allemande, se vend à l'Imprimerie royale. Prix: 30 centimes.

— On vient de mettre sous presse un ouvrage intitulé: *de l'Esprit de Conquête et de l'Usurpation dans leurs rapports avec la civilisation européenne*; par Benjamin de Constant-Rébecque, membre au tribunal, éliminé en 1802, correspondant de la Société royale des Sciences de Goettingue. Troisième édition, revue et augmentée. A Paris, à la librairie stéréotype, rue de Seine, no. 12, hôtel de la Rochefoucault; chez le Normant, même rue, no. 8.

## FRANCE.

Anvers, 15 avril.

### ORDRE DU JOUR.

Le gouverneur croit devoir rappeler aux habitans et aux militaires les dispositions suivantes, du décret impérial du 24 décembre 1811:

“ Dans l'état de siège, le gouverneur ou commandant détermine le service des troupes de la garde nationale, et celui de toutes les autorités civiles et militaires, sans autres règles que ses instructions secrètes, les mouvemens de l'ennemi et les travaux de l'assiégeant.

“ Tout gouverneur ou commandant à qui nous avons confié l'une de nos places de guerre, doit se ressouvenir qu'il tient dans ses mains un des boulevards de notre empire, ou l'un des points d'appui de nos armées, et que sa reddition avancée ou retardée d'un seul jour, peut être de la plus grande conséquence pour la défense de l'Etat et le salut de l'armée.

“ En conséquence, il sera sourd à tous les bruits répandus par l'enne-

“ moi, ou aux nouvelles directes ou indirectes qu’il lui feroit parvenir,  
 “ lors même qu’il voudrait lui persuader que les armées sont battues et  
 “ la France envahie, il résistera à ses insinuations comme à ses atta-  
 “ ques. Il ne laissera point ébranler son courage ni celui de sa garnison.”

En conséquence, et comme seul chargé de la responsabilité envers le souverain, quel qu’il puisse être, le gouverneur défend qu’il soit rien innové dans la forme des actes publics, civils et militaires, non plus que dans les uniformes et costumes, jusqu’à ce qu’il en ait lui-même donné l’ordre ou l’autorisation : et il improuve la conduite de ceux qui se seroient permis de reconnoître individuellement aucune autorité contraire à celles qui étoit en vigueur lors de son arrivée dans cette place. C’est à lui seul qu’il appartient de donner le signal des changemens qui pourroient survenir.

Les lois antécédentes sur les déserteurs et sur les provocateurs à la désertion, seront observées dans toute leur rigueur ; la discipline la plus exacte sera maintenue dans tous les corps, la police intérieure de la ville, et principalement celle des portes, s’exercera avec une nouvelle surveillance ; tout ce qui portera le caractère d’attroupement sera sur le champ dispersé par la force armée.

Anvers, le 14 avril 1814.

*Le général de division gouverneur, Signé CARNOT.*

*Brives, 13 avril.*

Ce ne fut que le lundi 11 avril que les habitans de la ville de Brives apprirent, d’une manière certaine, le double et nouvel événement qui affranchit la France d’une odieuse tyrannie, et la replace sous l’autorité tutélaire de ses rois. La nouvelle s’en étoit à la vérité répandue quelques jours auparavant, et avoit été avidement saisie par l’espérance et le désir ; mais elle étoit vague, incertaine, et mêlée de bruits contradictoires propres à semer la défiance, l’inquiétude et l’alarme. Enfin, un courrier arrivé le 8, apporte les lettres particulières, les journaux, la proclamation du gouvernement provisoire, la déchéance de l’homme abhorré, le prochain retour des princes adorés. Ces heureuses nouvelles sont dans un instant connues de tous ; l’étincelle électrique est moins rapide que le sentiment unanime qu’elles produisent : hommes, femmes, enfans, vieillards, arborent la cocarde blanche, font retentir l’air des plus vives acclamations, et des cris mille fois répétés de *vive le Roi !* On se félicite, on s’embrasse dans les rues et sur les places publiques, on verse des larmes d’attendrissement ; les prisonniers espagnols mêlent leur joie à la joie des citoyens ; tous en foule se précipitent dans l’église principale de la ville, et y chantent le *Te Deum* en action de grâces d’un bonheur si grand, si inespéré, si vivement senti : une illumination générale éclaira les transports de la joie publique, auxquels la durée du jour n’avoit pas suffi, et qui éclatèrent toute la nuit.

Le lendemain, la garde urbaine parut en armes, précédée d’un drapeau blanc, sur le quel brilloient les fleurs de lis, et où l’on voyoit gravées les inscriptions suivantes, expression des sentimens unanimes : *Gloire immortelle aux libérateurs de l’Europe ; amour et fidélité inviolable à Louis XVIII.* Avant de se séparer, la garde urbaine nomma trois députés connus par leur constant et inaltérable attachement à la cause royale pour porter au pied du trône l’hommage de ses sentimens de respect, de fidélité. Ces députés sont arrivés à Paris le 17 de ce mois, et y



attendent la grâce d'être présentés à Son Altesse Royale **MONSIEUR**, lieutenant-général du royaume, pour s'acquitter de leur honorable mission.

PARIS, 18 avril.

Rien ne prouve plus évidemment combien se sont rendus criminels ceux qui ont osé intercepter les ordres et les dépêches du gouvernement depuis le 1er de ce mois, que la nouvelle et inutile effusion de sang qui vient d'avoir lieu le 10 sous les murs de Toulouse.

M. le Maréchal duc de Dalmatie, malgré les précautions prises par le gouvernement provisoire pour lui donner une prompte connoissance des grands événemens qui rendent la paix à la France et à l'Europe, n'en ayant point été informé, a reçu la bataille, et de nouveaux cyprès se sont unis à de nouveaux lauriers. Les deux armées, si bien pénétrées d'une estime mutuelle, résultat d'une égale valeur, se sont encore mesurées l'une contre l'autre ; et les troupes françaises, après une défense héroïque, ont évacué Toulouse. Nous avons à regretter la mort du général de division Taupin, et les blessures graves des généraux Harpe et Baurot. Les généraux Berlier et Gasquet, le colonel du 10e d'infanterie de ligne, le chef de bataillon d'artillerie Morlincourt qui dirigeoit les batteries, ont été aussi blessés.

Il faudroit citer tous les généraux, tous les officiers, et tous les corps de cette brave armée, qui ont constamment secondé les dispositions de M. le maréchal ; mais de quelle profonde affliction n'est-on point pénétré, quand on songe qu'un si noble sang et de si glorieux sacrifices n'étoient plus réclamés par la patrie, qu'ils lui ont au contraire été dérobés par un machiavélisme barbare et impardonnable !

Aujourd'hui MM. les maréchaux sont exactement informés de tout ; il n'est plus de corps d'armée qui ne connoisse ses nouveaux devoirs, et le repos dont doivent jouir toutes les troupes en attendant la paix, l'heureuse paix qui va procurer le retour du roi de France dans sa capitale impatiente de le posséder, et de lui prouver tout son amour, ainsi que tout le peuple français.

(Journal officiel.)

—La cour royale de Paris, a eu l'honneur d'être admise hier à l'audience de **MONSIEUR**.

Le premier président Séguier a dit :

« Enfin la Providence nous restitue nos souverains légitimes. Déjà nous possédons le frère de notre Roi, Monsieur. Bientôt nous verrons celui qui, pour avoir été longtemps éloigné du trône, n'en a pas moins régné sur nos cœurs ! Falloit-il donc qu'une cruelle absence le rendît plus cher à son peuple ? Hâtons d'un commun accord le moment solennel où la religion va resserrer sur le front des Bourbons la couronne des lis. Tant qu'elle se perpétuera, la race du saint Roi, la France sera son héritage, les Français sa famille. Ainsi la raison le conseille, l'expérience l'enseigne, la loi l'ordonne, la justice le proclame ; le véritable pacte entre un père et des enfans qui se réunissent, est une soumission respectueuse, l'oubli des erreurs, un renouvellement d'amour. Les expressions nous manquent aux pieds de **MONSIEUR** ; mais quand les langues balbutient, les âmes se parlent. Voilà comme en ce moment notre bon Roi, séparé de ses sujets, communique intimement avec eux et tressaille d'une joie sympathique ! Les

services des anciens magistrats ses fideles serviteurs ne sauroient être effacés de sa mémoire. Que MONSIEUR daigne redire nos transports à son auguste frère ; qu'il excuse le désordre où nous jette sa présence miraculeuse. Le Roi retrouvera toujours en nous pour son service, fermeté, persévérance et dévouement."

MONSIEUR a répondu à peu près en ces termes :

"C'est avec la plus vive sensibilité que j'ai entendu le discours  
" que vous venez de prononcer ; j'en rendrai compte au Roi  
" mon frère qui sera aussi reconnoissant que moi des sentimens  
" que vous avez exprimés. La justice est le premier devoir des  
" souverains envers leurs peuples ; ceux qui la rendent avec in-  
" tégrité ont toujours des droits à leur estime. Oublions le pas-  
" sé ; ne portons nos regards que sur l'avenir ; que tous les  
" cœurs se réunissent pour travailler de concert à réparer les  
" maux qui ont désolé la France."

Au moment où la cour se retiroit, MONSIEUR a dit à M. le baron Séguier : " On voit bien, Monsieur, que vous avez hérité  
" des talens et de l'âme de votre père."

*Le maréchal duc de Tarente, à M. le général Dupont, commissaire du gouvernement provisoire au département de la guerre.*

Monsieur le général, maintenant que je suis délié de mes sermens, et dégagé de mes devoirs envers l'empereur Napoléon, j'ai l'honneur de vous annoncer que j'adhère et me réunis à la majorité du vœu national qui rappelle au trône de France la dynastie des Bourbons.

Agréez, M. le général, les assurances de ma plus haute considération.

Le maréchal duc DE TARENTE,

Signé MACDONALD.

Paris, le 14 avril 1814.

—Le comte de Cessac, le comte Maret et le général de division Michel ont fait parvenir au ministre de la guerre leur adhésion aux actes du sénat et du gouvernement provisoire.

—Le général de division soussigné déclare à S. Exc. le général Dupont, ministre de la guerre, qu'il adhère aux actes émanés du sénat et du gouvernement provisoire, et par conséquent à la constitution qui appelle Louis XVIII. au trône de France.

S. Exc. le ministre de la guerre est prié d'en instruire le gouvernement.

Signé

comte DE LABORDE.

Paris, le 13 avril 1814.

—M. le comte Boson de Périgord et M. le comte Charles de Noailles sont arrivés le 16 de Paris à Londres avec des dépêches pour le Roi de France.

—M. le duc de Duras et M. le duc de Luxembourg sont partis ce matin pour aller au-devant de S. M. très chrétienne. Ils passent par Calais et Douvres, et se rendent à Londres.

—Le prince Régent d'Angleterre atémoigné au Roi de France le désir d'assister à son couronnement. S. A. R. va demander

au parlement la permission de quitter l'Angleterre pour venir à Paris.

—Le duc de Clarence, frère de S. A. R. le prince Régent, doit commander la frégate qui ramènera S. M. très chrétienne.

—S. M. l'Empereur Alexandre est allé à la Malmaison. S. M. a paru charmée de la beauté du lieu, de l'élégance et du bon goût des jardins, et de l'accueil plein de grâce qu'on s'est empressé de lui faire, dans l'un des plus agréables séjours qui se trouvent près de la capitale.

—M. le général russe Barclai de Tolly vient d'être nommé maréchal par S. M. l'Empereur de toutes les Russies.

—D'après les dernières nouvelles d'Italie, le Pape étoit arrivé à Viterbe, à une journée de Rome. S. Sainteté attendoit dans cette première ville que les cardinaux exilés fussent réunis à elle, pour faire ensuite son entrée solennelle à Rome.

—Rien ne peut donner l'idée de l'enthousiasme qu'inspire à toutes les classes de la ville de Londres et de la nation anglaise le rétablissement de la maison de Bourbon. On voit briller partout des cocardes blanches ; on entoure les maisons où demeurent des Français ; les journaux anglais ne sont pleins que d'anecdotes, de traits touchans, enfin de toutes les démonstrations d'une joie vraiment fraternelle et d'une réconciliation entière entre les deux nations.

—Nous nous empressons de communiquer à nos lecteurs de nouveaux détails sur l'arrivée de Mgr. le duc de Berry à Cherbourg, qui prouvent que, sur tous les points de la France, le retour de nos princes chéris excite les mêmes transports et donne lieu aux mêmes expressions de joie.

Le 13 avril, vers midi, on a signalé dans l'ouest une frégate portant pavillon carré blanc au grand mât. A l'instant, les autorités, les officiers de terre et la marine, ne doutant pas qu'ils alloient voir S. A. R. Mgr. le duc de Berry, ont fait les dispositions les plus convenables pour la réception du prince. A l'entrée de la frégate dans la rade, elle a été saluée par l'artillerie de la ville, des forts et des navires. M. l'amiral Troude, commandant les vaisseaux en rade, s'est rendu à bord de la frégate. Un autre canot y a transporté M. le général Lorencez, M. le préfet maritime et quelques autres fonctionnaires. Le prince a reçu les premiers hommages avec la plus touchante bonté. Il s'est ensuite embarqué dans cette chaloupe, et a visité le vaisseau *le Polonais*. Il y a été reçu aux cris de *vive le Roi!* qui partoient des batimens et de toutes les chaloupes de la rade. C'est là particulièrement qu'on a remarqué le caractère d'affabilité qui distingue S. A. R. Elle a répondu aux félicitations qui lui étoient adressées par ces mots : *Chère France ! en la revoyant, mon cœur est plein des plus doux sentimens ! Nous n'apportons que l'oubli du passé, la paix et le désir du bonheur des Français.*

S. A. R. est descendue à terre au nouveau port, où M. le sous-préfet et le corps municipal l'attendoient. Une musique militaire disposée sur le quai du bassin a exécuté pendant le débarquement, cet air charmant et qui ne pouvoit être mieux placé : *Où peut-on être mieux !* La foule se pressoit autour du prince, dont l'émotion étoit extrême. S. A. R. répondoit aux acclamations de joie de tous les habitans, de tous les



militaires et de tous les marins par ces expressions touchantes : *Vive la France !*

Le soir toute la ville a été illuminée, et des milliers d'habitans parcouroient les rues en se rappelant le doux spectacle dont ils venoient d'être témoins. Aucun désordre n'a troublé cette belle journée.

S. A. R. a dû arriver aujourd'hui à Rouen. Sa suite se compose de M. le comte de la Feronays, premier gentilhomme ; de M. le chevalier de Menars, gentilhomme de la chambre ; de M. de Clermont, aide-de-camp ; de M. de Nautouillet, et de M. le chevalier Brulard. M. le duc de Berry arrivera mercredi soir à Paris.

— On assure que le prince Royal de Suède se propose de quitter incessamment Paris pour retourner en Suède, où S. A. R. est appelée pour les affaires de la Norwège, qui ne sont pas encore terminées.

— MM. les officiers des divers régimens qui étoient entrés à Coblentz dans les gardes-du-corps de S. A. R. Mgr. le comte d'Artois, et qui se trouvent en ce moment à Paris, ont eu l'honneur d'être présentés hier à ce prince. M. le baron de Queuillet et M. le chevalier Combettes-Deslandes ont été les organes de leurs camarades auprès de S. A., qui les a accueillis avec sa bonté ordinaire, et leur a répondu : " Le cœur des Bourbons vous garantit que rien de ce qui a été fait pour eux ne peut être oublié."

— Une députation de la ville de Dijon, composée de MM. Durande, maire ; de Saint Seine, et de Monceau, membres du conseil municipal ; de Loisy et de Montherot, notables, a eu l'honneur d'être admise aujourd'hui à l'audience de *Monsieur*, lieutenant général du royaume. Le maire, président de la députation, a prononcé un discours conçu en ces termes :

" Monseigneur,

" Le ville de Dijon se glorifie d'être une des premières villes du royaume à venir déposer au pied du trône de nos Rois l'hommage de son amour et de son dévouement. Il y a long-temps que les Dijonnais rappellent de tous leurs vœux le doux empire des lis. Quel bonheur, après vingt-cinq années de tourmens et de souffrances, de retrouver enfin le repos sous l'autorité paternelle de cette antique et auguste dynastie à qui la France a dû tant de siècles de gloire et de prospérité ? Vous savez, Monseigneur, combien les Dijonnais sont dévoués à V. A. R. Ils osent se flatter d'en avoir donné des preuves signalées dans des temps très difficiles. Que V. A. daigne les honorer de sa bienveillance, et les présenter au Roi parmi les plus fidèles sujets de S. M."

S. A. R. a répondu :

" Le roi connoît déjà les sentimens et la conduite des Dijonnais. Il se trouvera heureux d'assurer leur bonheur."

— M. le général Sacken a adressé l'ordre suivant à tous les maires de Paris.

Conformément à l'ordre du field-maréchal, comte Barclai de Tolly, en date du 15 avril, n°. 219, je vous prescris de signifier à tous les généraux et officiers habitant Paris, sans y être employés, de rejoindre sur-le-champ leurs corps respectifs ; car tels sont les ordres de S. M. l'Empereur de toutes les Russies.

*Le gouverneur-général de Paris, comte SACKEN.*

— M. le général prussien, commandant la 3e division militaire de Paris, prévient le public que quatre chevaux de trait, paroissant apparte-

oir à des particuliers, ont été arrêtés, et qu'ils seront rendus aux personnes qui en donneront le signalement, et qui justifieront qu'ils leur appartiennent. S'adresser quai Malaquais, n°. 3.

Il y a dans la fourrière de la Préfecture de Police des chevaux qui paraissent appartenir aussi à des particuliers: ils seront rendus aux mêmes conditions. S'adresser à la 3e division de la Préfecture de Police.

— Dès le lendemain de l'entrée de S. A. R. à Paris, Monsieur a daigné accorder une de ses premières audiences particulières à M. Desèze. Les témoignages de la plus aimable et de la plus honorable bonté ont marqué cette entrevue si pleine des plus doux souvenirs.

— MM. les vicaires généraux du chapitre métropolitain de Paris (le siège vacant) ont ordonné, par un Mandement, qu'il seroit chanté, dans toutes les églises du diocèse, un *Te Deum* en action de grâces des heureux événemens qui ont eu lieu pour la France, et notamment de l'entrée solennelle de S. A. R. Monsieur dans cette capitale.

— Les supérieurs directeurs du séminaire de Saint-Sulpice, supprimés par l'ancien gouvernement, seront réintégrés demain dans leurs fonctions par M. l'abbé de Lamyre-Mori, vicaire général capitulaire.

— M. le cardinal Maury est revenu vendredi dernier, à neuf heures du soir, de Charenton où il s'étoit retiré pendant quelques jours. S. Em., après avoir pris des passeports, a quitté définitivement la capitale dimanche à cinq heures du matin.

— On a dit, il y a quelques jours, dans ce Journal, que Bonaparte s'étoit fait une telle habitude du mensonge, qu'il mentoit sans objet, et sur les choses les plus indifférentes, et l'on en donnoit pour exemple, qu'il avoit voulu en imposer même sur son âge. Une femme qui joit à la finesse d'observation propre à son sexe une instruction plus commune chez le nôtre, a remarqué que cet exemple prouvoit au contraire que les fourberies de Bonaparte tenoient toujours à une arrière-pensée; que, connaissant l'horreur que les Français auroient à se soumettre au joug d'un étranger, il avoit transporté sa naissance à une époque postérieure à la réunion de la Corse à la France (qui n'eut lieu que le 15 mai 1768, tandis qu'il étoit né le 5 février 1768, et qu'il en avoit fixé la date au 15 août, parce que, la France étant sous la protection de la Vierge, ce jour présentait l'idée d'un rapprochement qui pouvoit lui devenir favorable. On connoit sa manie pour ces concours d'anniversaires.

*Copie d'une lettre écrite le 16 avril 1814 par S. Exc. le ministre de la guerre, à M. le général de division comte Ricaud.*

Paris, le 16 avril 1814.

Général,

Il se trouve dans ce moment à Paris un grand nombre d'officiers isolés de différentes armes. Tous ces officiers doivent rejoindre sans délai les états-majors des corps d'armée et les régimens d'infanterie ou de cavalerie auxquels ils appartenoient. Cette mesure est indispensable pour le bien du service qui souffre de leur absence, et pour leurs propres intérêts, puisque ce n'est qu'à leur poste qu'ils peuvent espérer d'être payés, et d'obtenir des avantages auxquels ils ont droit par leurs services. Je vous prie en conséquence de mettre à l'ordre que tous les officiers qui sont dans cette position, se présentent sur-le-champ à l'état-

major de la place, et vous leur ferez délivrer des feuilles de route pour rejoindre leurs corps respectifs.

Vous m'informerez de l'exécution de cette disposition.

Recevez, général, etc.

Le ministre de la guerre, *Signé* le général comte DUPONT.

*Nota.* MM. les officiers qui se trouvent à Paris sans y être autorisés légalement, voudront bien se conformer à l'ordre de S. Exc. le ministre de la guerre dans le moindre délai, en se présentant à l'état major de la place pour y recevoir une destination.

Le général de division commandant de la place de Paris.

*Signé*

RICAUD.

### AU REDACTEUR.

MONSIEUR,

Je lis dans votre Journal un article qui est sans fondement. Je ne suis pas secrétaire intime de S. A. R. le prince de Suède; je n'ai point l'honneur d'occuper une place auprès de sa personne. Il m'a permis de séjourner quelque temps à son quartier-général; mais je n'ai le bonheur de lui être attaché que par les sentimens d'admiration et de reconnaissance qu'il inspire à tous ceux qui l'approchent.

Je suis, etc.

BENJAMIN DE CONSTANT.

—:O:—

### Notice sur S. M. Louis XVIII.

S. M. XVIII. habitoit depuis quelque temps le château d'Harwell dans le comté de Buckingham, à seize lieues de Londres environ. La santé de S. M. s'est toujours soutenue très bonne; ses traits ont éprouvé peu d'altération; sa figure est belle et prévenante; on y retrouve cet air de bonté affable qui caractérisoit son auguste frère Louis XVI. S. M. prenoit souvent le plaisir de la promenade à pied, souvent aussi elle montoit à cheval. Toutes les fois que S. M. s'approchoit d'une ville, traversoit un village, toutes les cloches sonnoient à l'avance; les habitans se précipitoient à sa rencontre, suivoient ses pas, en l'accablant de témoignages d'amour et de vénération. Le château d'Hartwel et ses belles dépendances avoient été cédés par le propriétaire à S. M.; dès ce moment, S. M. en a traité les habitans avec une extrême douceur; elle a allégé toutes leurs charges, et ses bienfaits alloient chercher le malheureux sous le chaume et sécher partout les larmes de l'infortune; aussi S. M. étoit elle au milieu d'eux comme un père au milieu de ses enfans.

S. M. a eu le bonheur, dans cette terre d'exil, mais hospitalière en même temps, de posséder, plusieurs des membres de son auguste famille, le comte d'Artois MONSIEUR, le duc d'Angoulême, le duc de Berry et Mad, la Duchesse d'Angoulême, MADAME, qui prodiguoit au Roi les soins d'une tendre fille. Ces illustres proscrits, ces nobles fils de France, s'occupoient avec affection du sort des prisonniers français, leur faisoient distribuer des secours; MADAME particulièrement leur donnoit tout ce qu'elle possédoit. C'est ainsi qu'elle se rapprochoit à force de bienfaits, au moins par la pensée, d'une Patrie qu'elle regrettoit toujours, et qui étoit encore l'objet des plus douces affections de son cœur. Depuis, S. M. a vu s'éloigner d'elle les princes; ils alloient lui préparer les



voies qui devoient assurer son retour au trône de ses ancêtres ; le Roi lui même a quitté cette résidence pour se rendre à Londres ; et c'est de là que sous peu de jours S. M. partira au milieu des acclamations d'un peuple hospitalier, dont les regrets l'accompagneront, pour rentrer sur le sol français, où un peuple trop longtemps comprimé le saluera, au milieu de l'ivresse de la joie, et dans les transports d'un saint enthousiasme, *Roi de France, père de la patrie.*

Mais revenons aux simples occupations de S. M. dans sa retraite ; elle l'embellissoit par la culture des belles-lettres qui furent, même dans des temps plus prospères, ses plus chers délassements. Parlerons-nous de l'étendue et de la variété de ses connoissances, de cette mémoire qui saisit tout, de ce coup-d'œil prompt et sûr qui embrasse et juge sainement les rapports et le but des choses ? Dirons nous un mot de l'amour de S. M. pour les beaux-arts, de l'étude particulière qu'elle en a faite, de la facilité, de la grâce et de la justesse avec laquelle elle en parle ? Ce sont là les qualités de l'homme ; parlons des vertus du monarque. Enveloppé, si l'on peut s'exprimer ainsi, de l'espionnage, des embûches et des agents de Bonaparte, notre Roi a dû rapprocher de lui, concentrer sur lui toutes les affaires qu'il avoit à traiter. En effet, c'est lui seul qui ouvroit et lisoit ses dépêches ; c'est lui seul qui y faisoit les réponses.

Si le Roi avoit à recevoir des envoyés des puissances et de leurs cabinets, c'est encore le Roi qui les entretenoit, qui recevoit le rapport de leur mission, et lui seul donnoit ses réponses de vive voix au par écrit, S. M. prenoit enfin sur elle de traiter exclusivement toutes les affaires de son administration ou de sa politique. Un Roi, doué d'une instruction aussi vaste que S. M. et qui par sagesse, par prudence, est descendu à étudier ainsi jusque dans les plus petits détails, toutes les parties de l'économie politique, doit avoir aujourd'hui la connoissance la plus profonde qu'il soit possible d'acquérir, des hommes et des choses. Si donc l'excellence et la bonté du cœur de S. M. font pressentir que les Français vont retrouver en elle un bon et tendre père, tant de lumières, une telle force de caractère, et cette aptitude à expédier les affaires, doivent encore les rassurer pour l'avenir, dans les circonstances actuelles où une véritable énergie est nécessaire pour conduire au port, au milieu de la réédification de l'ordre social, le vaisseau de l'Etat.

Tel est le Souverain que le Roi des Rois préparoit au milieu de la tourmente de l'Europe, et au milieu des tribulations qu'il lui envoyoit dans sa miséricorde, pour en faire un prince parfait, alliant la bonté à la force, et capable, en même temps, d'assurer la prospérité et le bonheur de la France pendant de longues années de paix, et la défendre par une administration ferme, mais sage, de ses propres erreurs ou de nouveaux écarts.

VIVE LOUIS XVIII.

#### VARIETES.

##### *De la vraie et de la fausse grandeur.*

Comme il y a deux sortes de grandeurs, les unes que Dieu a établies dans le monde, et les autres qui s'y érigent pour ainsi dire d'elles-mêmes ; celles-là qui sont les ouvrages de la Providence, et celles-ci qui sont comme les productions de l'ambition humaine, il ne faut pas s'étonner qu'elles causent des effets si contraires, non-seulement dans ceux qui les possèdent, mais dans ceux même qui n'y ont aucune part, et qui les envisagent avec un œil désintéressé et exempt de passion.

Une grandeur légitime et naturelle, qui est de l'ordre de Dieu, porte en elle-même un certain caractère, qui, outre le respect et la vénération, lui attire encore la bienveillance et le cœur des peuples. C'est par ce principe que nous aimons nos rois. Bien loin que leur élévation ait rien qui nous choque, nous la regardons avec un sentiment de joie, que l'inclination nous inspire aussi bien que le devoir; nous avons du zèle pour la maintenir, nous nous en faisons un intérêt; pourquoi? parce qu'elle vient de Dieu, et qu'elle doit contribuer au bien commun. Au contraire, ces grandeurs irrégulières qui n'ont d'autre fondement que l'ambition et la cupidité des hommes; ces grandeurs où l'on ne parvient que par artifice, que par ruse, que par intrigue, et dont les politiques du siècle s'applaudissent dans l'Écriture, en disant: *Manus nostra excelsa, et non Dominus fecit hæc omnia*, c'est notre crédit, c'est notre industrie, et non le Seigneur qui nous a faits ce que nous sommes. Ces grandeurs que Dieu n'autorise pas parce qu'il n'en est pas l'auteur, quelque éclatantes qu'elles soient à nos yeux, ont je ne sais quoi qui nous pique et qui nous révolte, parce qu'elles nous paroissent comme autant d'usurpations et autant d'excès, qui vont au renversement de cette équité publique pour la quelle naturellement nous sommes zélés: or, ce caractère d'injustice qui leur est essentiel, est ce qui nous les rend odieuses.

Je dois encore vous faire remarquer une autre différence de ces deux espèces de grandeur...; car la première, qui est celle des princes et de tous ceux qui tirent de leur naissance et de leur sang et leur supériorité; cette grandeur, dis-je, est communément civile, affable, douce, indulgente et bienfaisante, parce qu'elle tient de la nature même de celle de Dieu. Comme elle est sûre d'elle-même, et qu'elle n'a point à craindre d'être contestée, elle ne cherche point tant à se faire sentir; elle n'est point si jalouse d'une grandeur qui lui est toute acquise; et bien loin de s'enfler et de grossir ses avantages, elle les oublie en quelque manière, parce qu'elle sait assez qu'on ne les oubliera jamais. Mais l'autre, au contraire, est une grandeur farouche, une grandeur rebutante et inaccessible, délicate sur ses privilèges, aigre, brusque, méprisante; ne pouvant se cacher à elle-même la source d'où elle est sortie, et craignant que le monde n'en perde point assez le souvenir, elle tâche à y suppléer par une pompe orgueilleuse, par un empire tyrannique, par une inflexible sévérité sur les prérogatives; et delà faut-il être surpris qu'elle soit exposée aux envies, aux murmures, aux inimitiés? On l'honore en apparence, mais dans le fond on la hait; on lui rend certains hommages parce qu'on la redoute; mais ce ne sont que des hommages forcés: on voudroit qu'elle fût anéantie, et au moindre échec qu'elle reçoit on s'en fait une joie et comme un triomphe. Si l'on ne peut l'attaquer ouvertement, on la déchire en secret, et si l'occasion se présente d'éclater enfin et de l'abattre, y a-t-il extrémité où l'on ne se porte; et quels exemples tragiques en a-t-on vus!

(Bourdalone, *Sermon sur l'Ambition.*)

*Cours de la Bourse, du 18 avril.*

5 p. 100 c. J. du 22 mars 1814.—61f 25c 50c 60c 61f 75c 62f 60f 90c  
Idem, Jouiss. du 22 Sept. 1814.

Actions de la Banque de France, J. d 1er janvier.—895f 890f 895f 900.